

# «Nos généraux continuent de nous traiter comme de la chair à canon»

liberation.fr/france/2020/05/01/nos-generaux-continuent-de-nous-traiter-comme-de-la-chair-a-canon\_1787044

Christian Lehmann, *Libération*, 1er mai 2020



Hier, j'ai reçu une photographie prise à l'hôpital Bichat. On y voit, sur un mur de briques, les plaques commémoratives à la mémoire des soignants et des membres du personnel administratif morts pendant les guerres mondiales. Deux petits bouquets de fleurs sont accrochés au mur. Au-dessus d'une rangée de grandes poubelles en plastique vertes de la mairie de Paris. C'est la guerre, paraît-il, et nos généraux continuent de nous traiter comme de la chair à canon.

Mardi 28 avril, j'ai reçu mes premiers masques FFP2 depuis le début de la pandémie. Six masques. Six masques offerts par le gouvernement. Jusqu'ici je n'avais reçu que des chirurgicaux, sporadiquement. Jusqu'ici j'ai pu me protéger uniquement parce que j'avais constitué un petit stock, périmé depuis longtemps.

Mardi 28 avril, Edouard Philippe a présenté son plan de déconfinement. Il a félicité les Français de leur civisme, loué le courage des soignants, assumé la gestion des masques. Et menti, menti, menti.

A lire aussi: [les autres épisodes du journal d'épidémie de Christian Lehmann](#)

Il a menti. Sur le stock de 117 millions de masques chirurgicaux, qualifié d'«important au sens où il permettait de faire face à vingt semaines de consommation normale des services hospitaliers», Edouard Philippe ment. Comme le note avec acuité le politologue Clément Viktorovitch sur Canal Plus, l'agence Santé publique France préconise que le stock de pandémie comprenne 600 millions de masques FFP2 (plus protecteurs) pour les soignants, et un milliard de masques chirurgicaux pour la population ([lire aussi Libération du 28 avril](#)). Le stock qualifié d'important par Edouard Philippe ne comporte donc aucun masque destiné aux soignants (en condition d'épidémie) et huit fois moins de masques chirurgicaux qu'il serait nécessaire pour la population.

## L'invisibilisation des soignants hors de l'hôpital

---

Edouard Philippe a menti en justifiant ses choix par la nécessité à laquelle il aurait été confronté: *«Réserver le stock existant aux soignants hospitaliers, pour garantir la fourniture de ces masques à ceux qui en première ligne auraient à soigner les malades. Il est arrivé, mesdames et messieurs les députés, que nous doutions de notre capacité à garantir cet approvisionnement dans la durée.»* Viktorovitch, toujours, décrypte ici l'implicite de cette phrase, qui semblerait indiquer que le gouvernement aurait évité cet écueil. Nombre de soignants hospitaliers ont témoigné de l'absence de protections en qualité et en quantité suffisantes pendant les premières semaines de l'épidémie, et jusqu'à aujourd'hui. Ce que Viktorovitch ne soulève pas, et qui me saute aux yeux, c'est l'invisibilisation des soignants hors de l'hôpital. Pour Edouard Philippe, les médecins généralistes, les infirmiers, les aides-soignants, en ville et dans les Ehpad, n'étaient pas en première ligne, et n'avaient donc pas besoin de ces masques. On sait pourtant pertinemment que beaucoup d'entre eux ont été contaminés, et que certains d'entre eux sont morts, de cet aveuglement revendiqué.

Edouard Philippe a menti: *«Je veux le dire ici, notre système hospitalier a tenu... mais il a tenu au prix d'une fatigue très compréhensible des femmes et des hommes, au prix d'une consommation de médicaments de réanimation, de consommables, jamais constatée non plus...»* Parlant de «*fatigue*», passant sous silence la contamination de milliers de soignants, la mort de dizaines d'entre eux (je laisse le comptage volontairement flou, parce que ce gouvernement qui adore la politique du chiffre rechigne étrangement à divulguer le nombre de soignants contaminés et le nombre de nos morts), Edouard Philippe ment à nouveau, par omission. Ces mensonges, dit Viktorovitch, constituent un mensonge d'Etat. Un scandale d'Etat.

## Des décisions politiques aux conséquences meurtrières

---

Ce scandale se déroule sous vos yeux, ici et maintenant. Ce n'est pas le *Rainbow Warrior*, ce n'est pas l'affaire Karachi. Tout ceci ne se passe pas dans un pays lointain, il y a une quinzaine d'années, mais ici et maintenant. Ceux qui vous soignent sont mis en danger, tombent malades, meurent, du fait d'une succession de décisions politiques aux conséquences meurtrières. Vous n'en êtes pas responsables, mais vous en êtes témoins.

A la suite de ce discours, Jean-Luc Mélenchon a pris la parole, assez longuement, pour expliquer pourquoi La France insoumise ne voterait pas le plan de déconfinement du Premier ministre, jugé incomplet et hasardeux. Le discours était de bonne tenue, grave, sans effets de rhétorique majeurs. Mélenchon notait ce que chacun a compris, que la date avait été décidée par Emmanuel Macron seul *«sans tenir compte du gouvernement, sans tenir compte de l'Assemblée nationale, et sans tenir compte du Conseil scientifique qu'il a pourtant lui-même nommé...»* Il demandait la réquisition de l'ensemble de l'industrie textile pour fabriquer des masques pour chaque Français, alertait sur la pauvreté et la faim qui tenaillaient dans certains quartiers, demandait que le gouvernement ordonne qu'au retour sur leur lieu de travail, les salariés puissent se réunir pour mettre en place les mesures de protection nécessaires. C'était un discours clairement de gauche, certainement peu audible pour des élus LREM convaincus que la main libre du marché et les premiers de cordée cornaquent utilement *«ceux qui ne sont rien»*, mais en aucune façon un discours révolutionnaire ou factieux.

Il se trouva pourtant un député, Julien Borowczyk, lui-même médecin, pour estimer sur Twitter que *«si le discours d'Edouard Philippe l'a définitivement installé comme l'un des plus grands hommes de la V<sup>e</sup> République, celui de Jean-Luc Mélenchon le place d'emblée comme le plus grand Tartuffe de la 5<sup>e</sup> colonne.»* Si l'habituel service après-vente des discours ministériels n'a rien d'étonnant, l'expression reste stupéfiante.

En novembre 1936, alors que quatre colonnes franquistes s'approchent de Madrid pour la submerger, l'un des militaires putschistes, le général Mola, évoque dans un communiqué radiophonique une *«cinquième colonne»*, secrète, déjà en place. Ce mensonge aura pour effet, comme l'espérait Mola, de nourrir la suspicion et le découragement au sein du camp assiégé. Traiter d'ennemi de l'intérieur un opposant politique, dont les suggestions se bornent à alerter sur les difficultés des petites gens et à exiger de l'Etat qu'il garantisse la sécurité des travailleurs, est une ignominie.

Christian Lehmann médecin et écrivain